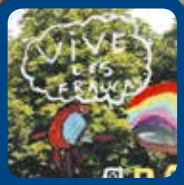


# avec les enfants et les jeunes, ensemble pour l'éducation !

> les francas

projet 2015>2020

© Les Francas

# avec les enfants et les jeunes, ensemble pour l'éducation !

> les francas

Du 23 au 26 octobre 2014, les Francas ont tenu leur congrès à Amiens, qui a rassemblé plus de 500 participants. Un congrès, pour les Francas, est un point d'orgue dans une démarche d'éducation populaire, un temps de rassemblement des militants de l'enfance et de l'éducation qui se retrouvent pour réfléchir à l'attention à porter aux enfants et à l'action éducativent et construire un projet qui va porter leur mouvement et que leur mouvement va porter.

Le congrès d'Amiens a été précédé d'une année riche de débats dans les associations départementales, partout en France, au cours de laquelle les militants et leurs partenaires territoriaux :

– se sont interrogés sur le bilan de leur action au regard du précédent projet, Éduquer pour demain,
– ont échangé sur les enjeux présents et futurs de l'éducation des enfants et des adolescents,
– ont élaboré des propositions pour contribuer à l'action éducative locale de demain.

Durant le Congrès, les débats se sont poursuivis en petits groupes, alimentés par des conférences, cette fois autour d'un texte progressivement élaboré au regard des contributions parvenues des territoires, au moyen de retours écrits ou de temps d'échanges nationaux précédemment organisés. Le Congrès a également été l'occasion de réunir un séminaire européen et d'accueillir des délégations internationales, qui ont enrichi les réflexions et l'écriture.

Le projet **Avec les enfants et les jeunes, ensemble pour l'éducation !** est le résultat de ce processus d'élaboration collective, achevé par son adoption lors de l'Assemble générale de décembre 2014.

Il donne à voir qui sont les Francas, les valeurs qui les portent, la perspective de société à laquelle ils aspirent, leur ambition politique pour l'éducation, le regard qu'ils portent sur la condition enfantine et la place des jeunes. Ce projet formule par ailleurs des propositions pour l'action éducative locale que les Francas souhaitent partager et mettre en œuvre avec d'autres, pour contribuer ensemble à l'épanouissement et à l'émancipation des enfants et des adolescents sur les territoires. Par ailleurs, les Francas se sont dotés d'une stratégie fédérale de mise en œuvre du projet, qui a une vocation de diffusion plus interne.

Les Francas promeuvent, dans ce projet et dans leurs actions quotidiennes, une action éducative qui transmette et fasse vivre les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et les principes qui constituent le socle de la République indivisible, laïque et sociale. Cette action éducative est également porteuse des valeurs d'humanisme, de paix et de solidarité qui contribuent tout autant à la construction du vivre ensemble.

Le projet est aujourd'hui voté. Les militants et les adhérents Francas, à l'échelle locale, départementale, régionale et nationale, s'engagent à le porter à la connaissance de l'ensemble des acteurs éducatifs locaux et de leurs partenaires, afin désormais de le faire vivre pour construire le vivre et l'agir ensemble par l'action éducative locale. Parce que les choix éducatifs sont des choix de société, ils supposent un large débat public avec les citoyens. L'éducation est l'affaire de tous, à chacun de s'emparer des propositions, de les faire partager, de les mettre en œuvre et d'en construire de nouvelles.

**Josiane Ricard**
Présidente de la Fédération nationale des Francas

© Les Francas

# avant-propos

***Le projet dont les Francas se dotent pour 2015-2020 est constitué de deux parties complémentaires intrinsèquement liées, qui forment un tout cohérent pour l'action éducative locale dans les cinq ans à venir.***

## une **ambition générale** qui affirme une **exigence politique**

Dans cette partie, les Francas définissent la perspective de société dans laquelle ils souhaitent s'inscrire, appuyée sur six principes, et leur ambition générale qui est de **contribuer à l'émancipation des enfants et des adolescents par l'éducation et l'action éducative.**

## des **orientations** pour l'**action éducative locale**

Les Francas proposent ensuite quatre orientations pour contribuer à l'action éducative locale :

- **Accueillir les enfants, les adolescents et les jeunes sur leurs territoires ;**
- **Partager les enjeux éducatifs actuels ;**
- **Faire évoluer les cadres éducatifs ;**
- **Encourager l'engagement des citoyens et mobiliser les acteurs éducatifs.**

Ces quatre orientations sont ensuite déclinées en dix-huit propositions, elles-mêmes concrétisées par cent pistes d'action.

Ces propositions s'adressent à l'ensemble des acteurs éducatifs locaux, aux citoyens et aux militants de l'enfance et de l'éducation, **pour contribuer à l'émancipation des enfants et des adolescents par l'éducation et l'action éducative**.

# sommaire général

## une ambition générale qui affirme une exigence politique

**Depuis 70 ans, une action fondée sur une ambition, ancrée dans des valeurs et en prise avec les évolutions de la société** . . . . . 8

Se projeter dans une perspective globale de société . . . . . 10

**Contribuer à l'émancipation des enfants et des adolescents par l'éducation et l'action éducative** . . . . . 18

Porter une attention aux enfants, aux adolescents et aux jeunes . . . . . 18

Identifier les nouveaux enjeux d'éducation . . . . . 18

S'engager pour un nouvel écosystème éducatif bienveillant . . . . . 20

Réaffirmer la contribution de l'éducation populaire . . . . . 22

## des orientations pour l'action éducative locale

**Accueillir les enfants, les adolescents et les jeunes sur leurs territoires** . . . . . 27

Construire ensemble une approche globale de l'enfance . . . . . 28

Faire de la CIDE le cadre de référence pour tous les acteurs éducatifs . . . . . 29

Mieux appréhender et répondre aux besoins éducatifs, sociaux et culturels des enfants et des adolescents . . . . . 29

Porter une attention particulière à l'accueil des jeunes enfants, des adolescents et des jeunes . . . . . 30

**Partager les enjeux éducatifs actuels** . . . . . 31

Faire vivre ces valeurs dans l'action éducative locale . . . . . 33

Favoriser le vivre ensemble par les espaces éducatifs collectifs . . . . . 33

Favoriser un temps éducatif construit et permettre aux enfants et aux adolescents d'acquérir des connaissances, des habiletés, des compétences et de développer des sensibilités . . . . . 33

Promouvoir une éducation qui permette de comprendre et d'agir sur le monde . . . . . 34

Encourager le partage des enjeux éducatifs par le plus grand nombre . . . . . 34

**Faire évoluer les cadres éducatifs** . . . . . 35

Favoriser la création de convergences éducatives . . . . . 37

Créer les conditions du partenariat et de la coopération à l'échelle d'un territoire . . . . . 37

Repenser l'accueil dans tous les espaces éducatifs . . . . . 37

Diversifier les espaces éducatifs pendant les temps de loisirs . . . . . 38

**Encourager l'engagement des citoyens et mobiliser les acteurs éducatifs** . . . . . 39

Développer des espaces de débat et de participation pour favoriser l'engagement citoyen . . . . . 41

Faire valoir la compétence collective nécessaire au développement qualitatif et quantitatif de l'action éducative locale . . . . . 41

Animer des démarches de concertation . . . . . 41

Investir dans la formation des acteurs éducatifs . . . . . 42

Créer les conditions de l'engagement des jeunes et agir pour sa reconnaissance et sa valorisation . . . . . 42

connaître **les francas** . . . . . 43

© Les Francas, X. Renoux

# 1

# une **ambition générale** qui affirme une **exigence politique**

les francas

projet

2015 > 2020

© Les Francas, X. Renoux

## Depuis 70 ans, une action fondée sur une ambition, ancrée dans des valeurs et en prise avec les évolutions de la société . . . . . 8

**Affirmer les valeurs qui fondent notre action** . . . . . 8

**Se projeter dans une perspective globale de société** . . . . . 10

Une République laïque et une démocratie renouvelée qui garantissent les droits de l'homme et du citoyen . . . . . 10

Une économie au service de l'humain . . . . . 11

Une société inclusive porteuse de progrès et de solidarité pour tous . . . . . 13

Une société fraternelle ouverte à la diversité . . . . . 14

Une société respectueuse de l'environnement . . . . . 15

Une éducation, moteur de développement et de progrès humain . . . . . 17

## Contribuer à l'émancipation des enfants et des adolescents par l'éducation et l'action éducative . . . . . 18

**Porter une attention aux enfants, aux adolescents et aux jeunes** . . . . . 18

**Identifier les nouveaux enjeux d'éducation** . . . . . 18

**S'engager pour un nouvel écosystème éducatif bienveillant** . . . . . 20

Une politique publique de l'éducation . . . . . 20

Une diversité d'espaces éducatifs . . . . . 21

**Réaffirmer la contribution de l'éducation populaire** . . . . . 22

# Depuis 70 ans, une action fondée sur une ambition, ancrée dans des valeurs et en prise avec les évolutions de la société

« *La finalité de l'action des Francas est la personne humaine et son bonheur* »[1], son bien-être et son émancipation. Leur motif premier de revendication et de mobilisation est de rendre « *l'Homme et le Citoyen le plus libre et le plus responsable possible dans la société la plus démocratique possible* ». C'est pourquoi les Francas s'attachent à favoriser dès l'enfance le développement de la personne, tant dans sa dimension individuelle que dans sa dimension sociale, et cherchent à développer les potentialités dont la personne est porteuse.

L'objet associatif des Francas, leur champ d'intervention privilégié, est l'éducation et l'action éducative pendant et à partir du temps libre des enfants et des adolescents. Mouvement d'éducation populaire, les Francas fondent leur action sur des valeurs, véritables repères de sens pour agir dans la société.

Conformément à la conception qu'ils ont du vivre et de l'agir ensemble, les Francas ont choisi de contribuer à l'action éducative, en partenariat avec les autres acteurs, à partir des modes collectifs d'accueil et d'animation des enfants et des adolescents et de la mise en œuvre de projets locaux d'éducation. Considérant par ailleurs que l'éducation est l'affaire de tous, ils s'attachent à mobiliser la diversité des acteurs concernés et la société civile dans son ensemble, aux côtés des pouvoirs publics, pour construire des politiques éducatives en France, en Europe et dans le monde, à la hauteur des enjeux de société.

Pour les Francas, agir en direction de l'enfance et participer à l'éducation par l'action éducative impose d'exprimer au préalable l'idée qu'ils se font de l'Homme et de ses relations aux autres.

## AFFIRMER LES VALEURS QUI FONDENT NOTRE ACTION[2]

Dès 1944, les Francas ont affirmé leurs valeurs fondamentales : santé, union, franchise, camaraderie, république, France, paix… Au fil des années, ces valeurs ont été confirmées mais la manière de les exprimer a évolué. Aujourd'hui, ces valeurs sont :

**L'humanisme :** confiants dans l'Homme et soucieux de son bonheur, les Francas se tournent résolument vers l'enfance et l'adolescence.

Ainsi les textes des congrès successifs ont-ils souligné l'attachement des Francas à favoriser, dès l'enfance, le développement de la personne, tant dans sa dimension individuelle que dans sa dimension sociale, et leur détermination à révéler les potentialités de chaque être humain[3].

Respecter l'Homme, c'est reconnaître la personne – y compris l'enfant et l'adolescent – en tant qu'individu singulier mais aussi en tant qu'être social. Cela vaut pour toutes les personnes, sans distinction aucune d'âge, de genre, d'origine, de situation sociale ou de religion.

**La liberté :** dans l'absolu, c'est la possibilité pour l'individu d'agir sans contrainte. En réalité, la liberté est toujours relative : le principe de liberté est contraint par celui d'égalité qui suppose que chacun respecte la liberté des autres. Liberté et égalité sont deux volets indissociables de la devise de la République française, « Liberté, égalité, fraternité ».

*1 – Congrès de Rennes, 1989.*

*2 – Congrès de Lyon-Villeurbanne, mai 2000.*
*3 – Congrès de Rennes, 1989.*

© Les Francas, Angoulloisirs

L'autonomie – la capacité de l'individu à se déterminer lui-même – est une condition nécessaire à l'exercice de sa liberté. Mais elle est une conquête progressive qu'il faut permettre et accompagner dès l'enfance : la liberté individuelle s'exerce dans le respect de celle des autres.

**L'égalité :** dans l'idéal républicain, tous les individus ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Tous n'ont cependant pas les mêmes possibilités d'exercer les droits qui leur sont théoriquement reconnus par la Déclaration des Droits de l'homme, ni même, d'ailleurs, d'assumer leurs obligations.

La diversité des goûts, des intérêts, des capacités et des compétences est une réalité. C'est aussi une chance. Reste que chacun, quels que soient son âge, son genre, ses potentialités, son origine ou sa situation sociale, doit avoir toutes possibilités de vivre dignement. La justice sociale consiste au moins à garantir à chacun, quelles que soient ses différences, son droit à la dignité.

**La solidarité :** la solidarité s'exprime par l'échange, l'entraide, le partage des connaissances comme des richesses. Elle invite à la réciprocité à condition de s'inscrire dans le cadre d'une reconnaissance mutuelle des droits.

**La laïcité :** est une valeur liée au respect mutuel. La laïcité va au-delà de la tolérance : elle invite non seulement à admettre mais à comprendre l'autre (son histoire, sa culture…). Elle implique alors de lutter contre toute atteinte à l'intégrité et à la dignité des personnes, contre toute idéologie contraire aux droits de l'homme et aux droits de l'enfant[4].

**La paix :** rechercher la paix, c'est d'abord apprendre à repérer les désaccords pour tenter de les réduire et résoudre le plus tôt possible les problèmes qui peuvent être sources de difficultés. C'est ensuite apprendre à gérer pacifiquement les conflits qui peuvent se déclarer.

*4 – Cf. le texte du Congrès de Toulouse en 1995 et* Réussir Document *n° 6, « Laïcité - Éducation - Culture ».*

## SE PROJETER DANS UNE PERSPECTIVE GLOBALE DE SOCIÉTÉ

Mettre en vie les valeurs des Francas, contribuer à l'épanouissement et à l'émancipation des enfants et des adolescents par l'action éducative, mobiliser les citoyens sur l'éducation, suppose au préalable de définir une perspective globale de société. Celle-ci se caractérise par six principes que les Francas considèrent comme indissociables et déterminants pour permettre un développement durable.

© Les Francas

– Une République laïque et une démocratie renouvelée qui garantissent les droits de l'homme et du citoyen
– Une économie au service de l'Humain
– Une société inclusive porteuse de progrès et de solidarité pour tous
– Une société fraternelle ouverte à la diversité
– Une société respectueuse de l'environnement
– Une éducation, moteur de développement et de progrès humain.

Ces six principes sont à questionner en permanence, notamment en ce début de XXIe siècle au regard de la combinaison et de l'accélération des mutations à l'œuvre. Ces dernières nous conduisent en effet à interroger les finalités de la société humaine au regard de nos valeurs pour contribuer à refonder l'organisation politique, économique, sociale, tout en intégrant le caractère limité et fragile de l'écosystème planétaire.

Dans ce contexte lourd d'incertitudes, fait de menaces mais également de promesses, l'éducation constitue le levier essentiel pour permettre aux différentes générations de comprendre la complexité du monde d'aujourd'hui et d'inventer le monde de demain.

### *Une République laïque et une démocratie renouvelée qui garantissent les droits de l'homme et du citoyen*

*« Une démocratie est une société qui se considère comme fondamentalement divisée et qui se donne pour tâche essentielle d'exprimer les contradictions, de les analyser et de les arbitrer en associant toujours le plus largement possible chacun de ses membres, à égalité de droits, à ce travail d'expression, d'analyse et d'arbitrage des contradictions »* (d'après Paul Ricoeur).

L'espace démocratique recouvre les droits et obligations sur lesquels les citoyens d'un État de droit doivent s'entendre. C'est l'espace de la Loi qui assure le respect de la liberté de chacun. Régi par l'État, cet espace est gouverné par des femmes et des hommes élus par le peuple. La démocratie est un processus historique, en mouvement, par nature toujours inachevé et fragile. Elle a progressivement permis l'accès aux droits de ceux qui n'en n'avaient pas ou peu. Elle impose une vigilance pour garantir les droits acquis.

En Europe et en particulier en France, alors même que la démocratie est considérée par une très large majorité de citoyens comme un système politique éprouvé, on assiste à un certain désenchantement démocratique, à une défiance accrue vis-à-vis des responsables

politiques et des institutions. Dans le même temps, on note une aspiration croissante des citoyens à s'impliquer dans la chose publique, notamment à travers l'engagement au service d'une cause, dans des associations ou sous d'autres formes de mobilisation citoyenne. Ces tendances appellent à refonder la démocratie représentative, à inventer une démocratie participative plus effective et permanente, à recréer une relation entre les élus et les citoyens pour redéfinir un projet collectif partagé. De même, la société civile organisée doit être plus fortement intégrée dans les processus de décisions.

**Les Francas** ***réaffirment leur attachement à la République et à ses valeurs. Pour eux, la démocratie permet la participation des citoyens à la construction de leur devenir collectif et individuel. Elle doit se donner les moyens de rendre effective la devise républicaine « Liberté, Égalité, Fraternité » pour tous les citoyens. La laïcité doit être garantie comme un des principes universalistes de la République. La démocratie constitue une conquête là où elle est présente dans le monde et à toutes les échelles de territoire. Droits de l'homme et droits de l'enfant sont à la fois des objectifs à atteindre et des principes à respecter, en vue d'en garantir l'accès et l'effectivité.***

**Trois questions** *méritent une attention particulière dans le cadre de ces perspectives :*

- ***Comment remettre la démocratie, le bien commun et l'intérêt général au cœur de la République ?***
- ***Comment poursuivre la construction démocratique et mieux articuler demain les différents pouvoirs locaux, nationaux, européens et internationaux ?***
- ***Dans une société du numérique, quelles nouvelles modalités participatives développer au service de la démocratie et de l'émancipation des peuples ?***

**Face à ces enjeux** ***notre mouvement d'éducation populaire intervient dans le débat public. Il développe une action éducative laïque en référence aux droits de l'homme et aux droits de l'enfant et s'attache plus particulièrement à développer une éducation démocratique et une éducation à la démocratie.***

## Une économie au service de l'Humain

*« L'idée d'économie en relation au développement humain renvoie à la satisfaction des besoins existentiels, matériels et immatériels et aux réponses apportées sous forme de production, de consommation et d'échanges »* (Amartya Sen).

Dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement (ONU), les indicateurs retenus par l'ONU montrent qu'une part significative de la population mondiale s'extirpe de l'extrême pauvreté, que la pauvreté absolue a été divisée par deux et qu'en moyenne les écarts entre les pays se réduisent. Ceci dans un contexte d'augmentation de plus en plus rapide de la population mondiale[5] et d'accroissement des besoins à l'échelle planétaire.

*5 – Selon les Nations unies, la population mondiale va passer de 7,2 milliards d'habitants en 2012 à 8,1 milliards en 2025 et 9,6 milliards en 2050.*

© Fotolia

> « Pour les Francas, la démocratie doit se donner les moyens de rendre effective la devise républicaine " Liberté, Égalité, Fraternité " pour tous les citoyens. »

Pourtant, alors que jamais le monde n'a été aussi riche et productif, une personne sur huit souffre toujours de faim chronique dans le monde[6], 1,2 milliard de personnes continuent de vivre dans l'extrême pauvreté et 11 % de la population mondiale n'a toujours pas accès à l'eau potable. Par ailleurs, des inégalités sociales criantes apparaissent, perdurent voire refont surface entre pays comme à l'intérieur des pays. En France, depuis quinze ans, l'écart de revenus entre les plus riches et les plus pauvres s'accroît à nouveau (après avoir diminué pendant 40 ans) et en 2011, 8,7 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté (dont 2,7 millions d'enfants)[7].

En effet, le développement mondial du capitalisme et la financiarisation de l'économie de marché continuent, dans une quête effrénée de croissance, à concentrer les pouvoirs et les richesses, à épuiser les ressources naturelles et à menacer les systèmes démocratiques. Par ailleurs, le développement de la société de consommation et la marchandisation de plus en plus intensive des services et des biens communs, dont l'éducation et l'information, se poursuivent et influencent les citoyens dans leurs modes de vie.

Dans ce contexte, des expérimentations d'économies alternatives sont menées pour produire et consommer autrement, partager les richesses dans une recherche d'équité. De nouveaux indicateurs de richesse ont été inventés, tel l'indice de progrès social, pour mesurer la richesse autrement que par la seule production matérielle. Le numérique ouvre lui aussi de nouvelles perspectives en termes d'autoproduction et de mise en commun.

**Pour les Francas** *l'économie doit être résolument déconnectée de la recherche incessante de profits individuels et collectifs au bénéfice d'une minorité*

© Les Francas

*pour être réorientée vers une amélioration des conditions et de la qualité de vie de l'ensemble des habitants de la planète et vers une préservation des ressources naturelles.*

**Trois questions** *méritent une attention particulière dans le cadre de ces perspectives :*

- *Comment faire émerger et fonctionner des systèmes de régulation qui limitent véritablement les effets des modèles actuels et contribuent à restaurer le rôle des pouvoirs publics dans la gestion et le contrôle de la sphère économique ?*
- *Comment repenser les mécanismes solidaires de constitution et de redistribution des richesses ?*
- *Comment transformer véritablement et durablement les modes de production, de consommation et d'échanges ?*

**Face à ces enjeux** *notre mouvement d'éducation populaire développe une action éducative qui promeut la coopération et la solidarité, aspire à une réappropriation par les citoyens – dont les enfants et les adolescents – de ces questions. Inscrits dans l'économie sociale et solidaire, il contribue à faire*

6 – Objectifs du Millénaire pour le développement, rapport 2014.
7 – Derniers chiffres INSEE disponibles, 2012.

*émerger d'autres principes économiques et sociaux et réclame une action publique régulatrice pour que l'éducation ne soit pas soumise aux lois du marché.*

### *Une société inclusive porteuse de progrès et de solidarité pour tous*

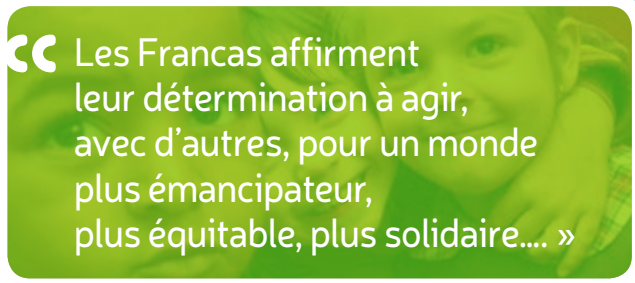
Les philosophes des Lumières concevaient le progrès comme un perfectionnement progressif et continu de l'humanité, rendu possible par le développement de la raison, de l'éducation, des découvertes scientifiques et techniques. Un progrès qui laissait espérer la possibilité de sortie de la misère par la prospérité.

On sait pourtant aujourd'hui que le progrès recouvre plusieurs acceptions qui ne conduisent pas toutes à une amélioration du bien-être des individus et des sociétés : progrès technique, technologique, social, juridique, médical, des savoirs... La notion de progrès est fortement remise en cause dès lors que les développements des progrès par exemple scientifiques, techniques et technologiques, n'ont pas toujours de répercussion évidente en matière de progrès social et environnemental, voire les contrecarrent. La persistance des conflits dans le monde, des inégalités sociales et territoriales en France, en Europe et sur la planète, nourrit le doute.

Le modèle social élaboré au sortir de la seconde guerre mondiale et fondé sur l'idée de permettre à tous les citoyens de « vivre dignement » est fragilisé par l'essor du capitalisme financier mondialisé qui provoque le développement de nouveaux risques sociaux, du chômage, des inégalités. Cette fragilisation affaiblit à son tour l'adhésion au modèle social.

Dans une société traversée par de nombreuses mutations, faite d'incertitudes sur l'avenir, même proche, et où l'individu est placé seul face à son devenir, il est important d'affirmer que la société doit être inclusive[8]. Elle doit créer les conditions pour que chacun y construise et y trouve sa place. Les principes d'égalité et de solidarité doivent être réaffirmés et leurs mécanismes redéfinis au prisme de cette perspective.

***Pour les Francas*** *le progrès dans toutes ses dimensions doit permettre l'amélioration des conditions de vie et du bien-être de tous les êtres humains. Forts de leur conviction d'un progrès possible, ils affirment leur détermination à agir, avec d'autres, pour un monde plus émancipateur, plus équitable, plus solidaire...*




***Trois questions*** *méritent une attention particulière dans le cadre de ces perspectives :*

- ***Comment retrouver une dynamique sociale collective dans une société où le progrès n'est plus forcément au service de toutes et tous ?***
- ***Comment permettre l'appropriation par les citoyens des enjeux des progrès scientifiques et techniques ?***
- ***Comment articuler le progrès social dans un monde globalisé avec la préservation des ressources environnementales ?***

*8 – Une société inclusive est une société qui crée les conditions pour que chacun construise et trouve sa place quels que soient son âge, son origine, sa culture, son sexe, son apparence physique, ses capacités physiques, cognitives, mentales ou sensorielles...*

**Face à ces enjeux** ***notre mouvement d'éducation populaire promeut et développe une éducation à la solidarité et au développement partagé, sous toutes ses formes, et porte une attention particulière au bien-être et à l'émancipation de tous les enfants et adolescents, notamment de ceux en situation de vulnérabilité.***

## Une société fraternelle[9] ouverte à la diversité

*« Nous avons un seul "je", une seule identité, par contre nous avons une multiplicité d'appartenances (religieuse, sociales, ethnique…). La discrimination, c'est identifier l'autre à travers une seule de ses appartenances, c'est le réduire à une partie de son identité »* (Michel Serres).

Depuis 1945, la société française s'est profondément modifiée et diversifiée, dans un contexte de croissance économique puis de crise économique et systémique (depuis 1974). Les mobilités spatiales, sociales et de modes de vie ont bouleversé les cadres et les repères traditionnels. La circulation accrue des personnes comme la diversification des pays d'émigration du fait de la mondialisation ont renforcé la diversité culturelle de la société française. Surtout, le contexte de crise économique et sociale structurelle a bouleversé les capacités de la société (en France mais plus largement en Europe) à accueillir l'autre de façon apaisée et a créé une société où la défiance a peu à peu remplacé la confiance. La question de l'intégration sociale et culturelle revêt aujourd'hui une acuité nouvelle et le modèle républicain doit se réemparer de sa capacité intégratrice.

Le modèle français est celui de l'intégration des populations immigrées après avoir été celui de leur assimilation. Dès lors que la République se proclame « indivisible », elle ne considère que des individus ayant librement consenti à devenir citoyens et n'admet ni segments de la Nation ni communautés.

Or, l'accroissement des inégalités sociales, les incertitudes quant à l'avenir, combinés à l'individualisation des aspirations et au brouillage des repères traditionnels amènent au rejet de l'autre, à la stigmatisation et à l'exclusion, à l'affaiblissement de la solidarité tant au plan territorial que national, européen ou mondial. Les discriminations en tous genres se développent (en raison de l'origine géographique, mais également de l'origine sociale, du genre, de l'orientation sexuelle, de la situation de famille ou de l'appartenance religieuse…), les ségrégations s'amplifient et sont devenues un risque majeur qui menace la cohésion sociale. Dans le même temps, on constate un repli identitaire et des revendications de reconnaissance et de prise en compte plus pressantes de certains groupes.

Pour relever les défis qui se présentent aux plans territorial, national, européen et mondial, il est pourtant indispensable de mobiliser toutes les énergies, les intelligences, les cultures… Chacun doit pouvoir contribuer et trouver sa place. Il importe donc de réaffirmer que ce qui rapproche les êtres humains est plus important que ce qui les différentie, de reconnaître les différences comme des richesses, de promouvoir la connaissance et le respect mutuel des cultures, d'animer le dialogue interculturel, de renforcer les dispositifs particuliers de lutte contre les discriminations en tous genres. Le principe d'égalité impose d'accepter l'autre, de respecter le droit de tous. Il est par ailleurs nécessaire de préserver la diversité culturelle car elle est le patrimoine de l'Humanité.

**Pour les Francas** ***il convient de faire vivre comme principe et en pratiques la laïcité – qui implique la liberté des appartenances et le respect de la diversité –, de privilégier la recherche du bien commun et de l'universel. La laïcité invite à comprendre l'autre, à***

*9 – « Qui a lieu entre personnes unies comme frères et sœurs », dictionnaire Larousse.*

© Les Francas de Seine-Saint-Denis

« Pour les Francas, il convient de faire vivre comme principe et en pratiques la laïcité, de privilégier la recherche du bien commun et de l'universel. »

***prendre en compte les autres dans leurs singularités. Elle engage également au respect mutuel. Il importe par ailleurs de faire confiance aux individus et à leur capacité à puiser dans leurs singularités les références communes et universelles qui unissent la communauté humaine. L'éducation doit créer les conditions de cette confiance et lutter contre les stéréotypes, les discriminations et les replis identitaires.***

***Trois questions*** *méritent une attention particulière dans le cadre de ces perspectives :*

- ***Comment construire une culture partagée qui transcende et valorise les différences ?***
- ***Comment assurer une interaction harmonieuse et un vouloir vivre ensemble de personnes et de groupes aux identités à la fois plurielles et variées ?***
- ***Comment permettre à tous les résidents de vivre la République en citoyens ?***

***Face à ces enjeux*** ***notre mouvement d'éducation populaire considère essentiel de permettre aux enfants et aux adolescents de comprendre et de décrypter la complexité des relations humaines, de déconstruire les stéréotypes et les préjugés. Il développe une action éducative favorisant l'apprentissage de la vie et de l'action collectives et le dialogue interculturel.***

## *Une société respectueuse de l'environnement*

*« Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne. Nous pouvons être plus heureux avec moins d'opulence, car dans une société sans privilège, il n'y a pas de pauvres »* (André Gorz).

L'éclosion d'une conscience écologique remonte aux années 1960. La prise de conscience individuelle et collective a progressé depuis sur le fait que le développement doive satisfaire aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Dès lors, au niveau mondial, européen, national, les conférences se succèdent pour appréhender au mieux la situation et déterminer des objectifs collectifs. Lors du premier Sommet de la terre à Rio en 1992, 80 chefs d'État se sont mis d'accord sur les constats et sur une nécessaire transformation. En France en 2005, la Charte de l'environnement a été adossée à la Constitution française, au même titre que la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789.

Pourtant, les engagements des États lors des différents sommets et conférences ne sont pas tenus, en raison même de la diversité et de la multiplicité des défis sociétaux à relever, de la puissance des lobbys industriels et de la priorité faite à la quête aveugle de la croissance. Les dérèglements climatiques et leurs conséquences, l'épuisement des ressources naturelles, menacent aujourd'hui directement la survie de la planète et des générations futures.

L'émergence d'une société prenant en compte l'environnement passe par un changement fondamental des modèles de développement et de croissance, donc des modes de production, de consommation, d'échanges, mais aussi des modes de vie, de pratiques quotidiennes individuelles et collectives et de rapports que les individus ont au monde qui les entoure. Cela suppose également de reconnaître « le vivant » comme un bien inaliénable, de préserver ce capital commun et de le transmettre aux générations futures.

Tout le monde s'accorde sur les dommages dus à la perte de la biodiversité et sur les risques auxquels nous sommes exposés du fait du changement climatique. Les hommes ont à faire face à la raréfaction et à l'épuisement des ressources naturelles mondiales, à la distanciation des liens entre l'Homme et la nature, à un nouveau rapport au temps.

© Les Francas

**Pour les Francas** *les adultes sont responsables des conséquences de leurs choix et de leurs actes vis-à-vis des générations futures. Une de leurs préoccupations permanentes et quotidiennes doit être de chercher à réduire leur propre empreinte écologique, de façon individuelle et collective, et à faire vivre cette attitude aux jeunes générations.*

**Plusieurs questions** *méritent une attention particulière dans le cadre de ces perspectives :*

- *Comment conduire les transformations ou transitions nécessaires dans une approche à la fois globale et locale ?*
- *Comment accepter demain des renoncements dans un partage équitable des ressources ?*
- *Comment s'inscrire dans la sobriété et se départir de la société de consommation animée par l'accumulation des biens matériels et des données numériques ?*
- *Comment repenser le lien entre l'Homme et la nature ?*

**Face à ces enjeux** *notre mouvement d'éducation populaire développe une action éducative permettant aux enfants et aux adolescents d'appréhender ces enjeux, de les comprendre, et de se situer et d'agir en conséquence. Il impulse, avec et auprès des enfants et des adolescents, des actions d'éducation à l'environnement qui allient action éducative et mise en pratique dans la vie quotidienne, de manière cohérente et imbriquée. Il se mobilise pour que ces questions soient mieux inscrites dans le débat public et qu'elles puissent concerner le plus grand nombre.*

### *Une éducation, moteur de développement et de progrès humain*

Les Francas ont défini l'éducation comme *« l'ensemble des influences d'origines et de natures diverses qui s'exercent volontairement ou non sur l'individu ou que l'individu exerce sur son environnement et qui, en se conjuguant, contribuent au développement de sa personne »*[10], à son épanouissement et à son émancipation. Il en découle que l'éducation est forcément globale et continue. Ainsi, l'éducation peut se définir comme une expérience sociale qui permet à la personne, dès son plus jeune âge, de se découvrir, de construire ses rapports aux autres, d'acquérir des savoirs, des attitudes et des comportements qui contribuent à son développement et lui donnent des compétences pour agir dans un environnement complexe. Elle vise l'émancipation de la personne humaine.

Pour être pleinement productrice de développement et de progrès humain, l'éducation doit être appréhendée dans sa dimension globale, être un droit pour tous et tout au long de la vie, constituer une responsabilité collective.

Le droit à l'éducation est un droit fondamental garanti par la Déclaration universelle des Droits de l'homme et par la Convention internationale des droits de l'enfant.

Pourtant en 2011, la formation de base n'est pas garantie pour tous. Dans le monde, 57 millions d'enfants n'en bénéficient toujours pas. En France aujourd'hui, plus de 150 000 jeunes quittent chaque année le système scolaire sans qualification et sans reconnaissance, de quelque nature que ce soit, de leurs acquis. Cette iniquité est accrue par des disparités dans la qualité de vie des enfants et des adolescents comme dans leur accès aux activités socioéducatives, culturelles, sportives…

C'est pourquoi le droit à l'éducation demeure un objet de mobilisation. Les pouvoirs publics doivent garantir aux enfants et aux adolescents, quels que soient leur genre, leurs besoins particuliers[11], leurs origines, leurs situations, leurs conditions de vie, leurs statuts juridiques, une égalité de droits face à l'éducation dans ses différents temps. De même, ils doivent garantir l'accès tout au long de la vie à une éducation permanente.

Deux faits majeurs réinterrogent profondément l'éducation et l'action éducative : la complexité du monde et les incertitudes sur l'avenir, qui posent la question des finalités de l'éducation ; l'évolution permanente des connaissances et des moyens d'y avoir accès, qui modifient le rapport aux savoirs, le rapport aux autres et le rapport au monde.

***Pour les Francas*** ***l'éducation est un moteur de développement et de progrès pour la société dans son ensemble. Elle contribue à la mise en vie d'un ensemble de valeurs et de perspectives de société. Elle est un bien public qui ne doit pas être soumis aux lois du marché, que ce soit à l'échelon territorial, national ou international. Les Francas considèrent nécessaire et indispensable de faire émerger des politiques éducatives en France, en Europe et dans le monde, qui intègrent la globalité de l'éducation, s'attèlent à réduire les inégalités, et mobilisent les citoyens.***

***Face à ces enjeux*** ***notre mouvement d'éducation populaire considère que les choix éducatifs sont des choix de société qui supposent un large débat public avec les citoyens. Il appelle à la création d'instances d'échanges et de partage pour porter au débat démocratique les enjeux éducatifs contemporains aux différents échelons du territoire.***

*10 – Congrès de Rennes, 1989.*

*11 – Les Francas entendent par « enfants à besoins particuliers », des enfants en situation de handicap, de précarité, de migration, d'itinérance…*

# contribuer à l'émancipation des enfants et des adolescents par l'éducation et l'action éducative

## PORTER UNE ATTENTION AUX ENFANTS, AUX ADOLESCENTS ET AUX JEUNES

Les Francas portent une attention générale à l'enfant, aux enfants, à l'enfance. À l'instar de la Convention internationale des droits de l'enfant, ils définissent l'enfant comme tout être humain âgé de moins de 18 ans. L'enfant est un individu, une personne, un acteur social et un citoyen à part entière. Chaque enfant est un être singulier et capable. Pour les Francas, porter une attention aux enfants suppose de considérer les parents en tant que coéducateurs et d'être attentifs à leur condition.

Pour les Francas, la finalité de toute action éducative est de contribuer au développement, à l'épanouissement, à l'émancipation et au bien-être des enfants et des adolescents. Il s'agit d'agir avec eux par l'action éducative, à la fois sur l'exercice effectif de leurs droits, sur leurs capacités à vivre et à agir individuellement et collectivement et sur les environnements qui les accueillent.

Les Francas portent une attention particulière aux différents besoins sociaux, éducatifs et culturels des enfants et s'engagent à construire, avec d'autres, une approche globale et transversale des politiques de l'enfance qui allie protection, prestation et participation.

Pour les Francas, il existe une continuité entre la petite enfance, l'enfance, l'adolescence et la jeunesse, qui aujourd'hui se prolonge bien au-delà de la majorité. Les jeunes subissent en effet de plein fouet les conséquences des évolutions de la société : alors que l'acquisition des capacités à être autonomes est de plus en plus précoce, l'acquisition de l'indépendance économique est de plus en plus tardive.

Attentifs à la situation de la jeunesse et porteurs d'une ambition globale en matière de politique jeunesse, les Francas revendiquent plus particulièrement l'accès pour tous les jeunes à une éducation et une formation les plus abouties possibles, à un temps de loisirs de qualité et à une reconnaissance de leur engagement.

Le projet des Francas concerne les jeunes dans le cadre de l'action éducative, de l'animation volontaire et propose des formes diverses d'implication associative et de parcours d'engagement. Il contribue en cela à leur bien-être, à leur épanouissement et à leur émancipation. L'attention qu'ils portent à la place et à la contribution des jeunes au sein de leur mouvement d'éducation populaire doit s'amplifier et être davantage valorisée.

## IDENTIFIER LES NOUVEAUX ENJEUX D'ÉDUCATION

Au regard de la perspective globale de société exprimée par les Francas, trois enjeux éducatifs se dégagent :

- un enjeu pour l'humanité, celui de faire vivre et partager les valeurs de paix, de liberté, d'égalité, de solidarité, de laïcité, d'humanisme
- un enjeu pour le développement de la personne, son épanouissement et son émancipation
- un enjeu pour le vivre et l'agir ensemble, en considérant que chacun est tout autant citoyen du monde qu'acteur de la vie locale, nationale et européenne.

On a l'habitude de considérer les enfants, les adolescents et les jeunes comme des individus auxquels il faut tout apprendre. Pourtant, ils sont également porteurs de savoirs, de cultures, d'expertises d'usage sur leur propre vie, sur la vie de leur rue, de leur quartier, de leur commune… et des espaces éducatifs qu'ils fréquentent. En outre, ils contribuent aussi à l'éducation des autres, dont leurs pairs. Ces potentiels doivent être considérés comme des leviers incontournables par les éducateurs.

Par ailleurs, dans un monde complexe et mouvant, il est impératif de reconsidérer les connaissances, les habiletés, les compétences qui seront nécessaires aux jeunes générations pour connaître, comprendre et inventer le monde de demain.

En outre, avec le développement du numérique et l'accroissement des flux d'informations, alors que les outils offrent la perspective ou l'illusion de donner accès au monde et aux savoirs en temps réel, la trajectoire qui mène aux connaissances se complexifie, les modes d'apprentissages et de transmission se diversifient. De nouvelles habiletés et compétences se développent.

Dans ce cadre, l'action éducative, ensemble d'actions volontaires conçues et finalisées sur tous les temps de la vie, doit elle aussi être repensée dans sa globalité. Elle doit permettre aux enfants et aux adolescents de :

– se comprendre eux-mêmes
– comprendre les autres, apprendre à apprendre, à appréhender la complexité du monde, à se projeter, à choisir ensemble, à développer leur esprit critique
– se situer au regard des principaux mécanismes qui régissent le monde (démographiques, politiques, démocratiques, sociaux, économiques, écologiques, scientifiques, numériques)
– décrypter les informations, en évaluer leur fiabilité, discerner la valeur des savoirs exposés et des connaissances produites.

© Les Francas de Provence-Alpes-Côte d'Azur

> « Dans un monde complexe et mouvant, il est impératif de reconsidérer les connaissances, les habiletés, les compétences qui seront nécessaires aux jeunes générations pour connaître, comprendre et inventer le monde de demain. »

Pour les Francas, repenser l'action éducative suppose de faire évoluer à la fois les contenus, les cadres, les démarches, les relations et les pratiques pour se reconnaître dans des valeurs, les faire vivre, renforcer l'action collective, éduquer à la coopération, au vivre et à l'agir ensemble.

## S'ENGAGER POUR UN NOUVEL ÉCOSYSTÈME[12] ÉDUCATIF BIENVEILLANT

Pour les Francas, les changements et les transformations à conduire doivent faire émerger un nouvel écosystème éducatif bienveillant qui donne à tous les coéducateurs, dont les enfants, les adolescents et leurs parents, toute leur place, qui respecte le goût et l'envie d'apprendre des enfants et des adolescents et garantisse leur capacité d'apprendre à apprendre. Il doit porter plus fermement l'éducabilité de tous, en donnant à chacun les moyens auxquels il a droit. Il doit concrétiser le droit et l'accès à l'éducation pour tous, tout au long de la vie. Il doit déployer une attention renforcée envers les enfants et les adolescents à besoins particuliers, faciliter la réorientation et la diversité des parcours.

Pour les Francas, toute action éducative – consciente, volontaire et finalisée – s'inscrit dans la globalité de l'éducation et rend nécessaire la continuité des temps et des espaces, la convergence des actions, la cohérence entre les acteurs éducatifs. Les Francas ont toujours mis en avant la nécessité d'une action concertée entre les différents acteurs et affirmé que l'action éducative se rapportait aux territoires de vie des enfants et de leurs familles.

© Les Francas

© Les Francas du Doubs

### *Une politique publique de l'éducation*

L'État formule aujourd'hui une nouvelle ambition publique en matière éducative. Il reconnaît le rôle des territoires en matière éducative, et la capacité avérée des collectivités territoriales à se doter d'une stratégie éducative contribuant au bien-être et à la réussite des enfants et des adolescents. Pour permettre à chacun d'eux de vivre un parcours éducatif cohérent et de qualité, cette nouvelle ambition incite à inventer un nouveau cadre prenant en compte un ensemble de paramètres : les contenus de l'action éducative, les cadres d'accueil, les différents intervenants et leurs missions, les temps, les relations entre les parties prenantes (enfants, parents, intervenants), la formation des acteurs, la contribution citoyenne et la valorisation de l'engagement.

*12 – En écologie, un écosystème est composé d'une partie abiotique (partie physique, le support de ce qui est vivant) et d'une partie biotique (ce qui est vivant). Les Francas utilisent le terme d'écosystème éducatif qui renvoie à la fois aux cadres et espaces éducatifs (physiques) et aux acteurs (qui mettent en vie), à la dimension instituée de l'éducation et à sa dimension non formelle et informelle…*

Ce nouveau cadre d'action pourrait devenir un modèle intégrant l'ensemble des interventions publiques (des politiques publiques) nationale et territoriales qui contribuent à structurer l'action en matière d'éducation. Une société éducatrice pourrait progressivement voir le jour avec une perspective éducative partagée et une mise en synergie des acteurs.

Ce tournant réinterroge notamment les rapports entre politique nationale et politiques territoriales, intervention publique et initiative privée, et questionne sur l'extension du service public, sur la place de l'institution scolaire, des parents et des autres acteurs éducatifs, ainsi que sur les principes et les cadres de gouvernance de l'ensemble.

Il est aujourd'hui nécessaire de sortir du dualisme entre une stratégie de l'État et des stratégies des collectivités territoriales, entre une approche des temps éducatifs traitant de l'école et une autre s'intéressant à l'éducation dans le temps libre, afin d'articuler service public national de l'Éducation et services publics locaux d'éducation.

> « Pour les Francas, les projets locaux d'éducation doivent permettre de redéfinir les missions et les moyens du service public local d'éducation. »

Les Francas réaffirment le rôle d'impulsion, d'encadrement, de régulation et de financement de l'État dans l'éducation sur l'ensemble du territoire national. De la même façon, ils reconnaissent la part importante prise par les collectivités territoriales dans le domaine de l'éducation, notamment à travers la mise en œuvre de services publics locaux d'éducation et le développement de projets éducatifs locaux.

Pour permettre à tous les enfants et les adolescents d'accéder à des ressources éducatives, sociales et culturelles sur tous leurs temps de vie dans le cadre de parcours éducatifs riches et choisis, les Francas considèrent qu'il convient d'impulser des projets locaux d'éducation qui doivent réunir cinq conditions : animer la mobilisation des acteurs éducatifs locaux, des parents et des citoyens ; définir une gouvernance partagée pour assurer le développement du projet à long terme ; créer et animer des espaces de participation d'enfants et d'adolescents ; soutenir le développement d'espaces éducatifs où se mettent en vie des pratiques éducatives de qualité ; former les acteurs éducatifs et tout particulièrement les professionnels de l'action éducative. Ces projets locaux d'éducation doivent permettre de redéfinir les missions et les moyens du service public local d'éducation.

### *Une diversité d'espaces éducatifs*

Pour les Francas, les différents espaces éducatifs doivent réinterroger leurs missions, mieux intégrer et prendre en compte les connaissances, les habiletés, les compétences dont les enfants et les adolescents sont porteurs. Ils doivent par ailleurs davantage associer les enfants et les adolescents à ce qui leur est proposé à vivre. Ils doivent enfin dialoguer et co-construire avec les parents et les autres acteurs éducatifs du territoire.

En tant qu'institution de la République, l'école doit renforcer sa capacité à donner du sens, à construire du collectif et à former des citoyens. Les établissements scolaires doivent devenir davantage des lieux de partage, d'agencement et d'agrégation des savoirs.

© Les Francas de Guadeloupe

Le centre de loisirs, deuxième structure d'accueil éducatif des enfants sur les territoires après l'école, constitue un élément structurant des politiques éducatives locales avec sa double vocation éducative et sociale. Accueillant les enfants sur les temps péri et extrascolaires, le centre de loisirs éducatifs est, pour les Francas, un acteur majeur dans la construction de la continuité et de la cohérence éducative territoriales. Il doit, au-delà de ses fonctions d'accueil, d'activités et d'orientation, renforcer le développement de projets d'enfants et d'adolescents et favoriser l'éducation aux territoires.

La part plus importante prise aujourd'hui par les collectivités territoriales dans le domaine de l'éducation conduit à une certaine institutionnalisation des structures d'accueil et d'activité, dont les centres de loisirs. Pour autant, aux côtés des espaces sportifs et culturels, il convient de continuer à innover dans le développement de nouvelles formes d'accueil pour concerner tous les enfants et les adolescents, répondre à leurs besoins sociaux et culturels. C'est pourquoi les Francas revendiquent une politique de développement des espaces éducatifs qui permette à tous les enfants et adolescents de vivre des parcours riches et diversifiés et qui reconnaisse la portée éducative des espaces informels.

Pour les Francas, il est important de reconnaître la légitimité de tous les acteurs dans le cadre de relations coopératives sur les territoires et d'instaurer une gouvernance démocratique et mobilisatrice, avec l'institution scolaire et les collectivités territoriales. Il est par ailleurs indispensable d'investir dans la formation de l'ensemble des acteurs éducatifs.

Les Francas s'engagent à accompagner ces changements et à contribuer aux transformations à l'œuvre.

## RÉAFFIRMER LA CONTRIBUTION DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

Le projet d'éducation populaire est, depuis sa création, un acteur de transformation sociale, en accompagnant l'émancipation individuelle et collective des citoyens, enfants et adolescents compris. Le contexte de société et la formulation d'une nouvelle ambition politique pour l'éducation suppose de réinterroger la contribution et les formes d'action de l'éducation populaire.

Pour les Francas, il est nécessaire d'impulser et d'animer des espaces d'échanges pour permettre aux parents et aux citoyens, porteurs d'une expertise d'usage, de s'approprier les questions sociétales et les questions d'éducation aux différents échelons territoriaux. Ils ont toujours considéré que l'éducation est l'affaire de tous. Aujourd'hui, ils promeuvent de nouvelles formes d'organisation, de mobilisation, de participation et d'engagement pour inventer, expérimenter et contribuer à enrichir l'action éducative locale.

Dès lors qu'il est entendu que l'éducation est globale et continue, les Francas, en tant que mouvement d'éducation, revisitent et précisent leur contribution à la transmission des valeurs et à l'acquisition des connaissances, des habiletés, des compétences par les enfants et les adolescents. En tant que mouvement d'éducation populaire, ils ont pour ambition de permettre aux enfants et aux adolescents de se construire un regard critique sur la société pour pouvoir inventer le monde de demain. De même, ils explorent de nouvelles démarches pédagogiques, basées sur l'éducation par les pairs et la coopération.

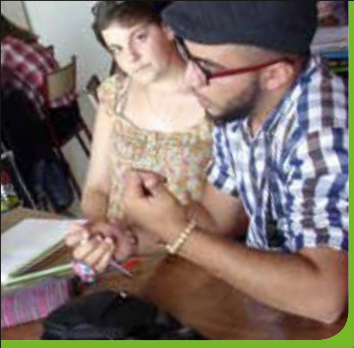
Le rôle des associations de jeunesse et d'éducation populaire dans le domaine de l'éducation est essentiel. Les Francas entendent agir pour que l'action publique le respecte plus encore et facilite l'initiative citoyenne au sein de ces associations. Les Francas réaffirment leur attachement à la vie associative comme l'un des espaces d'implication citoyenne favorisant la prise de responsabilité, l'échange de points de vue, les constructions collectives, l'agir ensemble, la formation et l'émancipation des citoyens. Les associations ne peuvent pas être considérées uniquement comme des opérateurs des pouvoirs publics. Elles doivent aussi être reconnues comme des lieux de rassemblement aptes à créer du dialogue, des propositions, de l'action, voire de la revendication.

Les Francas, en tant que mouvement d'éducation populaire, confirment leur volonté de promouvoir la place des enfants dans la société et de contribuer à leur éducation par l'action éducative dans le cadre d'une perspective globale de société. Ils agissent en activant plusieurs leviers, leur « vision transformatrice », leur « résistance créatrice », et l'« expérimentation anticipatrice »[13].

*13 – Les trois expressions sont de Patrick Viveret.*

© Les Francas du Rhône

« Les associations doivent être reconnues comme des lieux de rassemblement aptes à créer du dialogue, des propositions, de l'action, voire de la revendication. »



© Les Francas

# 2

# des orientations pour l'action éducative locale

les francas

projet

2015 > 2020

© Les Francas, X. Renoux

accueillir les enfants, les adolescents et les jeunes sur leurs territoires . . . . . 27

Construire ensemble une approche globale de l'enfance . . . . . 28

Faire de la CIDE le cadre de référence pour tous les acteurs éducatifs . . . . . 29

Mieux appréhender et répondre aux besoins éducatifs, sociaux et culturels des enfants et des adolescents . . . . . 29

Porter une attention particulière à l'accueil des jeunes enfants, des adolescents et des jeunes . . . . . 30

partager les enjeux éducatifs actuels . . . . . 31

Faire vivre ces valeurs dans l'action éducative locale . . . . . 33

Favoriser le vivre ensemble par les espaces éducatifs collectifs . . . . . 33

Favoriser un temps éducatif construit et permettre aux enfants et aux adolescents d'acquérir des connaissances, des habiletés, des compétences et de développer des sensibilités . . . . . 33

Promouvoir une éducation qui permette de comprendre et d'agir sur le monde . . . . . 34

Encourager le partage des enjeux éducatifs par le plus grand nombre . . . . . 34

faire évoluer les cadres éducatifs . . . . . 35

Favoriser la création de convergences éducatives . . . . . 37

Créer les conditions du partenariat et de la coopération à l'échelle d'un territoire . . . . . 37

Repenser l'accueil dans tous les espaces éducatifs . . . . . 37

Diversifier les espaces éducatifs pendant les temps de loisirs . . . . . 38

encourager l'engagement des citoyens et mobiliser les acteurs éducatifs . . . . . 39

Développer des espaces de débat et de participation pour favoriser l'engagement citoyen . . . . . 41

Faire valoir la compétence collective nécessaire au développement qualitatif et quantitatif de l'action éducative locale . . . . . 41

Animer des démarches de concertation . . . . . 41

Investir dans la formation des acteurs éducatifs . . . . . 42

Créer les conditions de l'engagement des jeunes et agir pour sa reconnaissance et sa valorisation . . . . . 42

© Les Francas

Pour les Francas, l'action éducative locale regroupe l'ensemble des initiatives publiques, associatives et citoyennes prises sur un territoire donné en direction des enfants et des adolescents.

C'est là où vivent les enfants et les adolescents, au plan local, que doit se mesurer la qualité de l'action éducative et son impact sur leur développement, leur épanouissement, leur émancipation et leur bien-être.

Le développement de l'action éducative participe par ailleurs au développement des territoires.

Les Francas proposent **quatre orientations** pour contribuer à l'action éducative locale :

- **Accueillir les enfants, les adolescents et les jeunes sur leurs territoires**
- **Partager les enjeux éducatifs actuels**
- **Faire évoluer les cadres éducatifs**
- **Encourager l'engagement des citoyens et mobiliser les acteurs éducatifs**

Ces **quatre orientations** sont ensuite déclinées en **dix-huit propositions**, qui sont elles-mêmes concrétisées par **cent pistes d'action**.

Les Francas, qui agissent quotidiennement pour l'action éducative sur l'ensemble du territoire dans une dynamique partenariale, destinent ces propositions aux acteurs éducatifs locaux, aux citoyens et aux militants de l'enfance et de l'éducation, pour contribuer à l'émancipation des enfants et des adolescents par l'éducation et l'action éducative.

*Il appartient aux Francas de faire valoir auprès des acteurs éducatifs locaux leurs positionnements politiques et de les inviter à se saisir, avec eux, de ces propositions pour l'action éducative locale. La stratégie fédérale de mise en œuvre du projet aura pour sa part à déterminer les priorités de réflexion et d'action des Francas pour les différents niveaux de l'organisation.*

# ACCUEILLIR LES ENFANTS, LES ADOLESCENTS ET LES JEUNES SUR LEURS TERRITOIRES

**Les Francas constatent** qu'aujourd'hui encore, malgré la ratification de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) par la France, de nombreuses atteintes sont portées aux droits de l'enfant et aux droits des enfants. La dégradation des conditions de vie des familles et l'accroissement de la pauvreté – notamment des enfants et des jeunes – cohabitent avec une société qui instrumentalise les enfants et contribue à marchandiser leur image. Dans une époque où les modèles familiaux se diversifient, les enfants restent largement tributaires d'une organisation des temps sociaux faite au regard des modes de vie des adultes.

> « Les Francas promeuvent une approche globale de l'enfant, de la naissance à dix-huit ans, et appellent à agir sur la condition enfantine dans une visée bienveillante et émancipatrice. »

Dans un contexte de renforcement des inégalités sociales et de diversification des cultures familiales et enfantines, le système scolaire actuel peine à réduire les inégalités – voire les renforce – et l'accès aux espaces de loisirs éducatifs reste inégal. De plus, l'entrée au collège, qui constitue un des marqueurs forts de l'entrée dans le monde des adolescents, s'avère pour beaucoup une véritable rupture territoriale, temporelle, culturelle et amicale.

Par ailleurs, alors qu'une recherche d'interministérialité relative aux politiques de jeunesse est à l'œuvre, l'enfance n'est que rarement appréhendée de manière globale par les pouvoirs publics et les institutions. Les politiques publiques mises en œuvre privilégient le plus souvent une logique de réparation et tendent à se développer comme des réponses fragmentaires et juxtaposées selon les différents âges, territoires ou situations concernés.

**Les Francas promeuvent** une approche globale de l'enfant, de la naissance à dix-huit ans, et appellent à agir sur la condition enfantine dans une visée bienveillante et émancipatrice.

Ils promeuvent une meilleure prise en compte des besoins éducatifs, sociaux, culturels, économiques de la petite enfance à l'adolescence, aux différents échelons territoriaux, tout autant que le respect de leurs rythmes de vie. Ils promeuvent dans ce cadre le droit aux loisirs éducatifs et se mobilisent pour une action éducative de qualité.

**Les Francas revendiquent** une prise en compte de chaque enfant dans sa singularité qui garantisse les conditions de développement, d'épanouissement et de bien-être de tous les enfants et les adolescents.

Ils revendiquent la prise en compte des enfants de la naissance à dix-huit ans dans toutes les politiques publiques et à tous les échelons du territoire. Pour cela, ils demandent l'inscription systématique d'une « clause enfance » dans les nouvelles lois, à l'instar de la « clause jeunesse », et le développement de l'interministérialité vers une politique publique nationale.

Ils appellent également à une plus grande synergie des acteurs, à une plus forte co-construction des politiques de l'enfance des collectivités territoriales et à une meilleure articulation entre leurs différents échelons.

Ils revendiquent, pour chaque enfant et chaque adolescent résidant en France, l'exercice effectif de ses droits (droits de protection, droits de participation et droits de prestation), ce qui implique de considérer les enfants et les adolescents comme acteurs de leur territoire, de leur vie quotidienne, de leur éducation et donc de les associer à la construction de leur parcours, au fonctionnement des espaces éducatifs, à la vie et au développement du territoire.

Les Francas appellent à une plus forte prise en compte des enfants à besoins particuliers (dont les enfants en situation de handicap, de précarité, de migrations, d'itinérance…), ainsi qu'à une plus grande accessibilité des structures d'accueil et à une mixité des publics.

Les Francas soutiennent le développement des structures d'accueil collectif à tous les âges (y compris pour les moins de trois ans) et souhaitent qu'une attention singulière soit portée aux adolescents dès leur entrée au collège, sur les territoires et dans les espaces éducatifs.

Les Francas revendiquent le droit pour tous les jeunes à construire leur parcours et à vivre dignement. Ceci suppose de leur permettre de s'insérer durablement par la formation, d'être accompagnés dans leur émancipation, de voir leurs ressources garanties, de faciliter leur intégration professionnelle et d'être reconnus comme acteurs du changement[1].

**Les Francas défendent** le maintien de « l'excuse de minorité » pour les moins de seize ans[2] et militent pour le maintien et le développement systématique de mesures éducatives alternatives à l'incarcération des mineurs.

**Pour accueillir les enfants, les adolescents, les jeunes sur leurs territoires, les Francas formulent quatre propositions pour l'action éducative locale :**

- Construire ensemble une approche globale de l'enfance
- Faire de la CIDE le cadre de référence pour tous les acteurs éducatifs
- Mieux appréhender et répondre aux besoins éducatifs, sociaux et culturels des enfants et des adolescents
- Porter une attention particulière à l'accueil des jeunes enfants, des adolescents et des jeunes.

## CONSTRUIRE ENSEMBLE UNE APPROCHE GLOBALE DE L'ENFANCE

**1** Considérer l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre de l'élaboration de l'ensemble des politiques publiques territoriales et nationales, y compris celles relatives aux aménagements territoriaux (urbanisme, équipements éducatifs et socioculturels, transports…).

**2** Créer un espace de concertation et de co-construction pour une meilleure prise en compte de l'enfant et de l'adolescent au plan local au moyen par exemple de conférences territoriales annuelles pour l'enfance et l'adolescence.

**3** Donner toute leur place aux parents et aux familles pour construire cette approche globale de l'enfance.

**4** Définir une compétence « enfance et adolescence » affectée à un niveau de collectivité ou à un chef de file, inscrite dans le cadre de la réforme territoriale.

*1 – Voir* Pour un Big-Bang des politiques jeunesse !, *2012.*
*2 – En conformité avec l'ordonnance du 2 février 1945.*

## FAIRE DE LA CIDE LE CADRE DE RÉFÉRENCE POUR TOUS LES ACTEURS ÉDUCATIFS

**5** S'assurer que tous les droits des enfants et des adolescents inscrits dans la CIDE soient effectifs sur chaque territoire.

**6** Promouvoir la CIDE auprès de l'ensemble des citoyens, dont les enfants et les adolescents.

**7** Agir pour une participation renforcée des enfants et des adolescents sur chaque territoire, et garantir la prise en compte de leur parole (consultation, concertation, action publique, co-construction, association), c'est-à-dire :

- offrir des espaces de réflexion et d'expression aux enfants et aux adolescents qui leur permettent d'exercer leur liberté de pensée.
- s'assurer de la mise en vie du principe de participation des enfants et des adolescents dans les structures les accueillant : les associer à la gestion de leur cadre de vie, de leur temps et de leur programme, à l'élaboration, l'actualisation et la mise en vie des règles de vie collective ; leur permettre d'exercer de réels choix, de prendre des responsabilités, de concevoir et mener à bien collectivement leurs propres projets.
- construire des parcours de la participation et de l'engagement des enfants, des adolescents et des jeunes comme éléments structurants d'un projet de territoire, dans une démarche visant l'intérêt collectif (schéma de participation territoriale).
- faire dialoguer les propositions des enfants et des adolescents avec celles des adultes de leur territoire.

**8** Valoriser, auprès de l'ensemble de la population et de ses représentants, la contribution apportée par les enfants et les adolescents à la vie et à la transformation du territoire, à l'échelle de leur commune et en référence à leur bassin de vie (intercommunalité).

© Maison de quartier Paul-Langevin – Villetaneuse, Seine-Saint-Denis

**9** Permettre aux enfants et aux adolescents d'être acteurs de leur parcours éducatif, en relation à leurs familles, c'est-à-dire : les informer et les orienter ; leur donner à voir des itinéraires, des balises et des repères.

## MIEUX APPRÉHENDER ET RÉPONDRE AUX BESOINS ÉDUCATIFS, SOCIAUX ET CULTURELS DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS

**10** Renforcer la connaissance des conditions de vie et des besoins éducatifs, sociaux et culturels des enfants et des adolescents du territoire et de leurs familles pour affiner les politiques éducatives locales, alimenter les projets éducatifs des structures d'accueil et d'activité et étayer les projets des espaces de loisirs éducatifs.

**11** S'assurer d'une meilleure prise en compte des rythmes de vie et d'apprentissage des enfants et des adolescents.

**12** Intensifier la prise en compte de l'action éducative dans les politiques publiques portant sur l'organisation des temps sociaux[3].

*3 – Par « temps sociaux » on entend les domaines suivants : le temps professionnel, le temps domestique, le temps physiologie et le temps libre.*

**13** Renforcer l'accessibilité des espaces éducatifs pour les enfants et les adolescents à besoins particuliers, et pour cela :
– sensibiliser et former les professionnels, notamment au travail avec les familles,
– généraliser l'accueil des enfants en situation de handicap en conformité avec la loi de 2005[4] et être garant du respect de leur droit aux loisirs,
– intégrer un spécialiste de l'enfance dans toutes les commissions « accessibilité »,
– développer les partenariats entre les services sociaux et les structures d'accueil éducatif pour favoriser l'accessibilité des enfants et des adolescents en situation de précarité,
– mettre en place la tarification des activités pour les familles selon le principe du quotient familial.

**14** Permettre l'accès à des structures éducatives, sociales et culturelles publiques aux enfants et aux adolescents résidant dans les territoires en situation de fragilité économique et sociale et faiblement équipés.

*4 – Loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.*

© Les Francas de Meurthe-et-Moselle

**15** Renforcer les actions de lutte contre l'analphabétisme, l'illettrisme et le décrochage scolaire.

## PORTER UNE ATTENTION PARTICULIÈRE À L'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS, DES ADOLESCENTS ET DES JEUNES

**16** Réaffirmer la dimension éducative des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), valoriser le centre de loisirs éducatif pour les jeunes enfants et développer des passerelles entre les structures d'accueil collectif et les structures de loisirs éducatifs.

**17** Prendre en compte plus fortement les rythmes de vie des adolescents, dès leur entrée au collège.

**18** Concevoir, pour les enfants dès dix ans, des transitions, de nouveaux repères favorisant le passage entre le monde de l'enfance, le monde des adolescents et le monde des adultes.

**19** Réfléchir à la relation éducative aux adolescents dès l'entrée au collège en privilégiant des démarches pédagogiques qui leur permettent de prendre leurs propres initiatives :
– s'emparer de la possibilité donnée aux organisateurs d'inscrire dans leur projet éducatif l'éducation à l'autonomie,
– diversifier et innover dans les propositions d'engagement faites aux adolescents,
– accompagner et orienter les adolescents dans leurs parcours de vie (vie quotidienne, formation, loisirs).

**20** Susciter la création d'espaces d'initiatives collectives, de projets et d'engagement des jeunes au niveau local, en Europe et à l'international et œuvrer à la reconnaissance formelle de l'engagement des jeunes, de leurs acquis et de leurs compétences.

# PARTAGER LES ENJEUX ÉDUCATIFS ACTUELS

**Les Francas constatent** que la société de consommation impacte fortement les comportements et les attitudes des individus quel que soit leur âge, tout comme la façon d'appréhender l'éducation, l'action éducative et le rapport aux loisirs. Les excès du modèle dominant renforcent la concurrence, la compétition, l'élitisme et promeuvent la seule réussite individuelle, portant préjudice à l'inclusion du plus grand nombre dans la société. Enfin, la persistance de conflits, le contexte de crises, le manque de perspectives partagées, continuent à altérer le lien social, le vivre ensemble, et influencent les relations entre les enfants et entre les enfants et les adultes. Dans le même temps, certains engagements, par exemple au motif d'une cause ou d'une démarche solidaire, nous rappellent que l'acte de mobilisation collective demeure un levier d'éducation.

© Les Francas

Le développement du numérique modifie les relations sociales et les rapports à l'espace, au temps, aux savoirs, ce qui a des répercussions sur la vie des enfants, des adolescents et de leurs parents. En outre, l'injonction de l'instantané et de l'immédiateté fragilise les processus éducatifs qui nécessitent un temps long. Les connaissances disciplinaires sont survalorisées dans les processus d'apprentissage, alors que les habiletés sociales restent trop faiblement prises en compte. Les enfants continuent d'être le plus souvent considérés comme des individus auxquels il faut tout apprendre alors même que les recherches éducatives et pédagogiques témoignent de la nécessité d'adopter une autre posture à l'égard des personnes en situation d'apprentissage.

À travers l'évolution du socle commun de connaissances, de compétences et de culture, l'institution scolaire témoigne elle-même de la nécessité de redéfinir aujourd'hui les finalités de l'éducation dans le monde contemporain.

Alors que les enjeux éducatifs ne sont pas suffisamment pris en compte et partagés par/avec l'ensemble des citoyens, les Francas revendiquent d'inscrire l'action éducative locale et les enjeux éducatifs actuels dans une perspective partagée de société. Cette inscription est indispensable à la qualité même de l'action éducative.

**Les Francas promeuvent** pour cela :

– une action éducative qui transmette et fasse vivre les valeurs (liberté, égalité, fraternité) et les principes (indivisible, laïque et sociale) qui constituent le socle de la République ainsi que les valeurs d'humanisme, de paix et de solidarité qui contribuent tout autant à la construction du vivre ensemble,
– une égalité d'accès à l'action éducative, aux espaces de participation, aux instances de décision ainsi qu'aux loisirs pour les filles et les garçons dans des espaces éducatifs et

© Les Francas

de loisirs toujours conçus comme des lieux favorisant la mixité,
– une action éducative qui permette à l'individu de se développer avec et par les autres et qui s'enrichisse de la dimension interculturelle et intergénérationnelle,
– une action éducative qui permette aux enfants de comprendre, de se situer et d'agir du plus local au plus global et de se construire ainsi une citoyenneté active et consciente par l'acquisition de connaissances, d'habiletés, de compétences et le développement de leurs sensibilités, de leur créativité et de leur imaginaire,
– une action éducative qui permette d'apprendre à apprendre, de faire connaître ce qu'est connaître pour acquérir et enrichir une culture générale, d'apprendre à être et à devenir,
– une action éducative qui permette à l'enfant non seulement de vivre des situations mais également de réfléchir sur ses expériences, d'apprendre à penser par lui-même.

**Les Francas appellent à :**
– mieux prendre en compte l'ensemble des dimensions (cognitive, psychomotrice, affective, intellectuelle…) qui concourent au développement harmonieux, au bien-être des enfants et des adolescents et à leur épanouissement,
– mieux considérer les enfants et les adolescents comme des porteurs de savoirs, de cultures, d'expertises d'usage et des contributeurs à l'éducation des autres, dont leurs pairs,
– une réflexion des adultes éducateurs sur les nouvelles postures à adopter pour être davantage des partageurs de valeurs, des médiateurs de connaissances, des accompagnateurs d'initiatives et des mobilisateurs d'envies ; pour permettre aux enfants et aux adolescents de développer leur curiosité, leur sensibilité, leurs émotions, de prendre du plaisir à découvrir, à apprendre, à devenir des passeurs de savoirs.

**Les Francas revendiquent** par ailleurs :
– la reconnaissance de la contribution des temps de loisirs à la réussite éducative globale,
– la possibilité de donner aux enfants et aux adolescents des temps à vivre, à échanger, à partager, car l'éducation s'inscrit dans la durée et le temps est une donnée éducative,
– une prise en compte et un partage des enjeux éducatifs par le plus grand nombre, à chaque échelle de territoire.

**Pour partager les enjeux éducatifs actuels, les Francas formulent cinq propositions pour l'action éducative locale :**

- **Faire vivre ces valeurs dans l'action éducative locale**
- **Favoriser le vivre ensemble par les espaces éducatifs collectifs**
- **Favoriser un temps éducatif construit et permettre aux enfants et aux adolescents d'acquérir des connaissances, des habiletés, des compétences et de développer des sensibilités**
- **Promouvoir une éducation qui permette de comprendre et d'agir sur le monde**
- **Encourager le partage des enjeux éducatifs par le plus grand nombre.**

## FAIRE VIVRE CES VALEURS DANS L'ACTION ÉDUCATIVE LOCALE

21 Mettre en vie et partager ces valeurs à travers les formes d'organisation, les situations données à vivre aux enfants, les attitudes et les comportements des adultes responsables.

22 Créer des espaces d'échanges et de débat qui permettent aux enfants et aux adolescents de penser par eux-mêmes, de développer leur esprit critique, de dissocier ce qui relève de la connaissance de ce qui relève de la croyance et de s'approprier des valeurs.

23 Traduire la laïcité en principes dans l'ensemble des espaces éducatifs et des pratiques éducatives.

24 Développer une éducation à la non-violence et une culture de la paix.

25 Permettre aux enfants de porter un regard sur les conditions enfantines et développer l'éducation à la solidarité, près de chez eux et dans le monde.

## FAVORISER LE VIVRE ENSEMBLE PAR LES ESPACES ÉDUCATIFS COLLECTIFS

26 Renforcer la vie démocratique des espaces éducatifs collectifs avec les enfants et les adolescents.

27 Développer une éducation relative à la laïcité, c'est-à-dire une éducation aux conditions humaines, une éducation aux droits (partant d'une réflexion sur les droits de l'enfant et de l'homme) pour aller vers une éducation au droit (c'est-à-dire à la culture et aux textes juridiques), une éducation à l'interculturel, une éducation aux sciences et techniques et une éducation aux faits religieux.

28 Veiller à la mixité (filles/garçons) et à l'hétérogénéité sociale dans les espaces éducatifs et dans les pratiques éducatives et ludiques.

29 Faire vivre aux jeunes enfants, aux enfants et aux adolescents des situations qui favorisent leur autonomie et la vie collective.

33 Promouvoir et développer les pratiques d'éducation par et entre les pairs.

31 Développer les pratiques intergénérationnelles.

32 Donner toute sa place au jeu dans les espaces éducatifs.

33 Développer les pratiques numériques, notamment celles des réseaux sociaux – nouveaux espaces-temps et territoires de vie des enfants, des adolescents et des jeunes – en collectif et avec une présence éducative dans ces espaces.

## FAVORISER UN TEMPS ÉDUCATIF CONSTRUIT ET PERMETTRE AUX ENFANTS ET AUX ADOLESCENTS D'ACQUÉRIR DES CONNAISSANCES, DES HABILETÉS, DES COMPÉTENCES ET DE DÉVELOPPER DES SENSIBILITÉS

34 Créer les conditions pour permettre aux enfants et aux adolescents d'être acteurs de la construction de leurs propres savoirs.

35 Inciter les enfants et les adolescents à développer des projets.

36 Diversifier les situations à vivre données aux enfants et aux adolescents, les domaines d'activités (sciences, techniques, arts, sports…), les démarches pédagogiques utilisées et les formes d'apprentissage dans tous les espaces éducatifs.

37 Développer le sens de l'écoute, de l'investigation, l'apprentissage du sensible et le raisonnement logique, le plaisir de découvrir et d'apprendre, le goût de l'effort.

38 Encourager les pédagogies actives et les pratiques coopératives ; alterner les pratiques individuelles et collectives et faire en sorte qu'elles se nourrissent l'une l'autre.

39 S'emparer des démarches pédagogiques adaptées aux usages sociaux et cognitifs liés au développement du numérique.

40 Développer une éducation relative à la santé et à la prévention des addictions au service d'un bien-être.

41 Favoriser un temps long éducatif :
- mieux utiliser les différentes temporalités dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets, d'actions et d'activités,
- organiser des temps systématiques d'analyse avec les enfants et les adolescents sur les situations données à vivre (activités, projets…),
- permettre à l'enfant d'avoir du temps pour lui, de réfléchir, de rêver, ou de ne rien faire, seul ou avec les autres.

## PROMOUVOIR UNE ÉDUCATION QUI PERMETTE DE COMPRENDRE ET D'AGIR SUR LE MONDE

42 Permettre aux enfants et aux adolescents de s'ouvrir à la complexité du monde (du plus local au plus global) par le développement d'éducations relatives à la démocratie, à l'économie, à la solidarité et au développement partagé, à l'altérité, à l'environnement… comme autant de facettes concourant à la construction de leur citoyenneté.

43 Développer l'éducation à la mobilité pour mieux apprendre à se déplacer, s'approprier le territoire et en explorer de nouveaux, et pouvoir poser des repères dans un environnement nouveau ou inconnu.

44 Développer l'éducation à l'image et aux médias, au sens critique, à la compréhension des mécanismes de diffusion et d'appropriation de l'information à travers les médias.

45 Rendre accessible au plus grand nombre d'enfants et d'adolescents la possibilité de vivre des initiatives européennes et internationales.

46 Agir pour que l'Europe soit le territoire de vie et d'action des enfants et des adolescents.

47 Mieux prendre en compte dans l'action éducative locale, les territoires transfrontaliers, espaces propices aux rencontres avec les autres.

## ENCOURAGER LE PARTAGE DES ENJEUX ÉDUCATIFS PAR LE PLUS GRAND NOMBRE

48 Animer le débat citoyen sur les enjeux éducatifs aux différents échelons territoriaux.

49 Valoriser la contribution éducative des temps de loisirs.

## FAIRE ÉVOLUER LES CADRES ÉDUCATIFS

**Les Francas constatent** que des politiques publiques d'éducation et des projets éducatifs sont aujourd'hui mis en œuvre à différents échelons territoriaux. Ces politiques, comme ces projets, s'emboîtent et s'interpénètrent, façonnent de nouveaux territoires d'action éducative, et ceci différemment suivant l'âge des enfants. Cependant, ces politiques publiques ne permettent pas encore un égal accès de tous à l'action éducative et à un parcours éducatif choisi, d'autant plus que les territoires de vie sont divers : urbains, périurbains, ruraux, ultramarins, transfrontaliers, métropolitains…

Les finalités de l'éducation, les missions des différents espaces éducatifs, les compétences territoriales, les modalités d'organisation sont aujourd'hui en redéfinition.

© Les Francas

« Les associations de jeunesse et d'éducation populaire sont des espaces de ressources et d'innovation permanents que les pouvoirs publics devraient davantage reconnaître et solliciter. »

Une responsabilité accrue est confiée par la loi aux collectivités locales à travers le projet éducatif territorial. Celle-ci leur reconnaît la capacité de se doter d'une stratégie éducative contribuant au bien-être des enfants et des adolescents et à leur réussite éducative. De plus, elle permet d'aller vers une véritable politique publique d'éducation portant sur la globalité des temps, des espaces, des contenus, pour offrir à chaque enfant et chaque adolescent un parcours éducatif cohérent de qualité. L'aménagement récent des temps éducatifs réinterroge, pour sa part, l'organisation de l'action éducative locale.

La réforme territoriale en cours devrait préciser les compétences de chaque niveau de collectivité en matière d'action éducative, si une compétence « éducation » exclusive ou partagée est créée et qui en assure le chef de file.

Les espaces éducatifs se sont multipliés, diversifiés et sont répartis de façon non homogène sur les territoires. Ils tendent à s'institutionnaliser et à cloisonner leurs projets respectifs. De plus, l'accroissement de la mise en marché de l'action éducative nuit à la mise en cohérence de leurs projets. À l'inverse, il existe une porosité de plus en plus importante entre les temps et les espaces éducatifs, notamment par l'omniprésence du numérique dans la vie de l'enfant et de l'adolescent, ce qui transforme le processus éducatif.

La société civile, et tout particulièrement les associations de jeunesse et d'éducation populaire, prennent une large place dans l'action éducative locale tant sur le plan de la réflexion que de l'action. Elles sont des espaces de ressources et d'innovation permanents que les pouvoirs publics devraient davantage reconnaître et solliciter.

Ces dynamiques appellent à agir pour une refondation de l'éducation et du système

© Les Francas

éducatif en dépassant la dualité entre des logiques locales prenant en compte le caractère global de l'éducation et une logique nationale plutôt centrée sur l'école. Elles incitent à développer une nouvelle gouvernance du champ que recouvre l'éducation en favorisant une meilleure coordination entre service public national d'éducation et service public local d'éducation. Elles constituent de plus une opportunité pour une meilleure articulation des temps sociaux des enfants et de leurs familles.

**Pour les Francas**, faire évoluer les cadres éducatifs, c'est :

- revendiquer une action publique plus volontariste en matière d'éducation à chaque échelle de territoire et une action publique régulatrice pour que l'éducation ne soit pas soumise aux lois du marché,
- garantir l'accueil éducatif de tous les enfants et les adolescents sur tous les territoires et renforcer l'accessibilité de ceux les plus en précarité et de ceux ayant des besoins particuliers,
- construire une véritable coéducation en travaillant à la continuité, la convergence et la complémentarité des actions éducatives,
- accompagner le développement qualitatif des projets des espaces éducatifs (projet d'école ou d'établissement, projets éducatif et pédagogique du centre de loisirs, projet social de l'EAJE[5]…).

Pour ce faire, **les Francas appellent à** :

- une mobilisation territoriale accrue pour accompagner la refondation de l'école de la République et notamment la généralisation des projets éducatifs territoriaux tels que prévus dans la loi d'orientation et de programmation,
- l'impulsion – pour aller plus loin – de projets locaux d'éducation poursuivant cinq priorités : la mobilisation des acteurs éducatifs locaux et des citoyens, la construction d'une gouvernance partagée, la participation des enfants et des adolescents, le développement d'espaces éducatifs de qualité et la formation de tous les acteurs éducatifs,
- la création d'une gouvernance locale et nationale harmonieuse et pérenne articulant contribution publique nationale et contribution publique locale à l'éducation, contribution des institutions éducatives et contribution des familles, contribution de l'action publique et contribution de la société civile dont les associations, et plus particulièrement celles de jeunesse et d'éducation populaire,
- la définition et la reconnaissance d'un service public local d'éducation associant les collectivités locales, les institutions, les associations – tout particulièrement celles de jeunesse et d'éducation populaire – et les citoyens,
- au renforcement des principes de coopération et de partenariat sur les territoires entre espaces et acteurs éducatifs et entre collectivités locales et associations éducatives.

Et **les Francas revendiquent** une action publique volontariste de développement des accueils collectifs de mineurs, des centres de loisirs éducatifs et une reconnaissance de leur rôle majeur dans les dynamiques éducatives territoriales et le service public local.

5 – *Établissement d'accueil du jeune enfant*

FAIRE ÉVOLUER LES CADRES ÉDUCATIFS

**Pour faire évoluer les cadres éducatifs, les Francas formulent quatre propositions pour l'action éducative locale :**

- Favoriser la création de convergences éducatives
- Créer les conditions du partenariat et de la coopération à l'échelle d'un territoire
- Repenser l'accueil dans tous les espaces éducatifs
- Diversifier les espaces éducatifs pendant les temps de loisirs.

## FAVORISER LA CRÉATION DE CONVERGENCES ÉDUCATIVES

50 Rechercher la continuité et la complémentarité des actions éducatives en articulant, au plus près des besoins, les projets des espaces éducatifs scolaires et des espaces éducatifs des temps de loisirs ainsi qu'entre ces deux espaces et l'espace éducatif familial.

51 Développer des projets locaux d'éducation prenant en compte les 0-18 ans en s'appuyant sur des partenariats et des coopérations territoriales.

52 Créer des comités locaux d'éducation en appui à ces projets permettant aux acteurs locaux de co-élaborer et de porter collectivement les ambitions éducatives d'un territoire.

53 Positionner les centres de loisirs éducatifs comme des éléments structurants des politiques éducatives locales et comme un élément indispensable du service public local qui contribue à la réussite des missions d'accueil, d'activité, d'orientation et de participation des enfants et des adolescents sur les territoires.

54 Faire reconnaître les spécificités des temps péri et extrascolaires, leur articulation, leur enchaînement, leurs contenus et porter une attention particulière à la pause méridienne.

## CRÉER LES CONDITIONS DU PARTENARIAT ET DE LA COOPÉRATION À L'ÉCHELLE D'UN TERRITOIRE

55 Faire de l'éducation une compétence partagée dans le cadre de la réforme territoriale.

56 Produire une analyse partagée de l'accueil éducatif de la petite enfance, de l'enfance et de l'adolescence.

57 Créer des lieux de partage, de mutualisation, d'agencement et d'agrégation des projets d'une ou plusieurs écoles ou établissements scolaires et d'un centre de loisirs éducatif.

58 Expérimenter de nouveaux périmètres de pilotage, de mise en œuvre et de mobilisation des acteurs pour renforcer les synergies à l'échelle de bassins de vie et d'éducation.

59 Intégrer la formation de toutes les catégories d'acteurs éducatifs comme une action incontournable des projets éducatifs territoriaux et des projets locaux d'éducation.

60 Renforcer la place de l'éducation dans les projets transfrontaliers et multiplier les expériences d'actions éducatives transfrontalières.

## REPENSER L'ACCUEIL DANS TOUS LES ESPACES ÉDUCATIFS

61 Renforcer les missions des centres de loisirs éducatifs : accueil, information, orientation, activité et participation.

62 Promouvoir des projets spécifiques des espaces éducatifs des temps de loisirs (contenus éducatifs, démarches pédagogiques, modalités d'organisation et de fonctionnement…) au regard des différents temps (périscolaire, week-end et vacances), des espaces, et de l'âge des publics accueillis.

63 Développer des activités et des animations en décloisonnant l'organisation par tranches d'âges.

64 Proposer des espaces et des temps d'accueil pour les parents et les familles : soirées et veillées parents/enfants, loisirs partagés enfants/parents…

65 Faire des centres de loisirs et des espaces

© Les Francas de Haute-Garonne



de loisirs éducatifs des lieux de vie intégrant l'éducation à l'environnement et au développement durable.

66 Faire de la qualité des espaces et de leur aménagement une condition nécessaire pour une action éducative de qualité.

67 Porter une attention particulière à la qualité de la pause méridienne et du temps de restauration pour tous les enfants et adolescents accueillis, dans une visée éducative.

68 Renforcer au sein des écoles et des établissements scolaires les espaces de vie des enfants et des adolescents pour permettre à ceux-ci, avec la communauté éducative (enseignants, personnels de vie scolaire, de direction, d'inspection et les parents) d'y construire des projets socioculturels et citoyens.

## DIVERSIFIER LES ESPACES ÉDUCATIFS PENDANT LES TEMPS DE LOISIRS

69 Développer de nouveaux espaces de loisirs éducatifs et favoriser leur accessibilité (informative, financière, géographique, socio-culturelle) et leur attractivité.

70 Développer des espaces éducatifs associés au centre de loisirs éducatif : ludothèques, équipements sportifs et culturels...

71 Préserver et développer des expériences de « premiers » départs hors de la maison : mini-camps, mini-séjours...

72 Permettre l'existence et susciter la création d'espaces éducatifs informels et non institués d'enfants et d'adolescents.

73 Faciliter la réappropriation de l'espace public par les enfants et les adolescents.

74 Développer les loisirs éducatifs des enfants sur tous leurs lieux de vie et d'accueil.

# ENCOURAGER L'ENGAGEMENT DES CITOYENS ET MOBILISER LES ACTEURS ÉDUCATIFS

**Les Francas constatent** qu'en matière d'éducation et d'enfance, la place accordée aux professionnels et aux experts occulte souvent l'analyse des citoyens. Alors que ces questions devraient concerner tout le monde, elles ne sont pas suffisamment posées et partagées en termes d'enjeux dans le débat politique avec les citoyens.

Malgré la grande diversité des acteurs concernés par l'action éducative (parents, enseignants, animateurs, éducateurs, intervenants, travailleurs sociaux, élus...) et engagés à différents titres (bénévoles, volontaires, professionnels), on observe globalement un faible investissement des citoyens. Les initiatives éducatives recourant à l'implication des citoyens restent trop souvent et trop exclusivement motivées par une logique de réponse à des manques constatés, et sur l'initiative des institutions.

Ce qui met en mouvement positivement les acteurs éducatifs, c'est leur préoccupation commune de la réussite et de l'avenir des enfants. Leur engagement au nom des enjeux de l'éducation est pourtant fréquemment contesté : les parents et les familles ne sont pas suffisamment considérés comme des membres de la communauté éducative, les enseignants sont confrontés aux aspirations et aux inquiétudes de la société, les professionnels de l'animation sont en quête d'une reconnaissance de leur contribution éducative, des jeunes sont engagés dans l'action éducative de manière significative par l'animation volontaire, sans que leur apport ne soit légitimé dans l'environnement éducatif.

Les mutations qui traversent la société, les besoins sociaux, éducatifs et culturels des enfants et des adolescents qui en découlent supposent d'interroger régulièrement les compétences nécessaires aux acteurs de la communauté éducative pour agir et intervenir ensemble. Pourtant, le cloisonnement des filières de formation et celui des pratiques des professionnels de l'enfance, de l'éducation et de l'animation constituent pour cela un frein. La formation continue de ces mêmes acteurs reste insuffisamment mobilisée au regard des évolutions à l'œuvre.

La généralisation progressive des politiques éducatives locales génère des besoins croissants de professionnalisation du secteur de l'action socioéducative, à différents niveaux de responsabilité (animateurs, coordinateurs et directeurs).

**Les Francas revendiquent** le fait que l'enfance et l'éducation sont l'affaire de tous, tant au plan local, national, européen qu'international. Les citoyens doivent être concernés plus largement par la condition enfantine et les questions d'éducation qui en découlent. Il est pour cela essentiel de leur donner les moyens de s'impliquer, d'innover, d'entreprendre dans des cadres collectifs. L'engagement citoyen doit pouvoir contribuer à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de nouvelles réponses au regard de l'évolution des besoins éducatifs, sociaux et culturels. Par conséquent, il convient d'associer le plus grand nombre pour partager les ambitions et donner du pouvoir d'agir aux citoyens, en reconnaissant leur expertise

d'usage (acquise par l'action et la réflexion), en créant les conditions d'émergence de projets collectifs et de collaborations, en valorisant les initiatives.

Parmi les citoyens, les parents et les familles ont toute légitimité à s'impliquer dans les espaces d'éducation scolaires ou des temps de loisirs. Il revient aux institutions éducatives de créer les conditions pour les associer plus largement.

Le débat sur l'enfance et l'éducation dans notre pays peut faire apparaître des postures prosélytes et radicalisées. Les Francas attirent l'attention sur la vigilance à avoir face aux tentatives d'instrumentalisation des enfants au nom de visions partisanes d'adultes comme l'ont montré plusieurs mobilisations citoyennes exprimées dans l'espace public au nom de *« l'intérêt supérieur de l'enfant »*[6].

Les Francas considèrent que c'est au plan local que l'engagement prend du sens. C'est donc à ce niveau que la structuration de la mobilisation de l'ensemble des acteurs doit s'organiser. Les associations, espaces d'engagement, actrices de la société civile, sont des partenaires incontournables des pouvoirs publics dans l'animation des dynamiques locales et constituent de véritables espaces d'innovation. Les équilibres restent néanmoins à trouver entre action publique et initiatives associatives et citoyennes, afin de permettre aux citoyens de tous âges, dès l'enfance, de disposer de réels espaces à investir.

© UR Pays de la Loire

**Les Francas promeuvent** la formation professionnelle et la qualification des intervenants éducatifs comme un levier de développement pour la qualité de l'action éducative locale et comme un facteur d'émancipation individuelle dans une logique d'éducation permanente. Parce que les professionnels de l'animation sont des acteurs à part entière de l'action éducative locale, la structuration de l'emploi et des métiers dans le secteur de l'animation doit être renforcée au service de la qualité de l'action éducative. Les Francas revendiquent la création d'une filière de la formation initiale relevant d'une logique de service public ainsi que le rattachement de l'animation socioculturelle aux métiers de l'éducation. Ils appellent au développement d'un espace commun à tous les métiers de l'éducation dans le cadre des Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ÉSPÉ), avec des équipes de formateurs mixtes (universitaires, enseignants, animateurs, éducateurs…). Plus largement, pour permettre des parcours professionnels, des efforts et des moyens en formation professionnelle continue sont à mobiliser en direction de toutes les catégories d'acteurs, ce tout au long de la vie, au nom du droit à l'apprentissage de tous les adultes.

**Les Francas font valoir** le fait que l'animation volontaire est un espace d'engagement pour les jeunes, aux côtés de l'action des professionnels. Elle offre en effet aux jeunes la possibilité de développer des connaissances et des savoirs, des habiletés sociales, des attitudes coopératives et donc des compétences, afin qu'ils deviennent des adultes libres et responsables et puissent contribuer à la vie démocratique. Par leurs interventions, les jeunes contribuent à l'épanouissement des enfants et participent ainsi à la construction

*6 – Journées de retrait de l'école, Manif pour tous, 2014.*

de la société de demain. À ce titre, l'engagement dans l'action éducative constitue un potentiel pour les politiques éducatives locales.

Parce qu'une action éducative de qualité suppose pour les encadrants une approche décloisonnée, des relations de long terme et des temps de préparation, de concertation, d'évaluation et de formation, **les Francas revendiquent** que ces temps soient pleinement intégrés au plan de charge de chaque intervenant éducatif et reconnus par les politiques éducatives.

**Pour encourager l'engagement des citoyens et mobiliser les acteurs éducatifs, les Francas formulent cinq propositions pour l'action éducative locale :**

- Développer des espaces de débat et de participation démocratiques pour favoriser l'engagement citoyen
- Faire valoir la compétence collective nécessaire au développement qualitatif et quantitatif de l'action éducative locale
- Animer des démarches de concertation
- Investir dans la formation des acteurs éducatifs
- Créer les conditions de l'engagement des jeunes et agir pour sa reconnaissance et sa valorisation.

## DÉVELOPPER DES ESPACES DE DÉBAT ET DE PARTICIPATION POUR FAVORISER L'ENGAGEMENT CITOYEN

**75** Rendre effective la mobilisation des acteurs et des citoyens dans le débat public sur la condition enfantine et les questions éducatives par la création d'espaces d'information et d'échanges.

**76** Donner aux adultes les moyens de s'impliquer, d'innover et de réussir ensemble.

**77** Favoriser le développement de la vie associative sur les territoires.

**78** Encourager les responsables élus et les professionnels à associer des bénévoles et des volontaires à l'action éducative qu'ils mettent en place.

**79** Créer des espaces de loisirs partagés parents-enfants-familles, dans des cadres collectifs, pour reconnaître la contribution des familles à l'éducation, valoriser les compétences des parents, leur permettre de participer et de s'engager sur les questions éducatives.

**80** Considérer les jeunes pour ce qu'ils sont et non pour leur appartenance à une tranche d'âge, et leur permettre ainsi de s'intégrer pleinement dans la vie sociale locale.

## FAIRE VALOIR LA COMPÉTENCE COLLECTIVE NÉCESSAIRE AU DÉVELOPPEMENT QUALITATIF ET QUANTITATIF DE L'ACTION ÉDUCATIVE LOCALE

**81** Animer et s'investir territorialement dans des réseaux d'acteurs du local à l'international pour construire de la compétence collective.

**82** Développer des démarches et des espaces d'implication des acteurs sur les territoires pour enrichir l'action éducative au regard des expertises d'usage, dans une démarche d'éducation populaire.

**83** Constituer des pôles ressources collaboratifs pour l'action éducative.

**84** Créer des relations avec le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur et notamment croiser l'expertise d'usage et l'expertise scientifique pour faire émerger des solutions communes, concrètes, compréhensibles et opérationnelles.

## ANIMER DES DÉMARCHES DE CONCERTATION

**85** Garantir une présence et une participation des différents éducateurs et intervenants

© Les Francas

éducatifs dans les espaces de construction, de décision, d'évaluation des politiques éducatives locales.

86 Faire reconnaître le temps nécessaire aux équipes éducatives pour élaborer et évaluer des projets, des démarches pédagogiques, des pratiques éducatives.

87 Développer des collectifs ou conseils de parents dans les centres de loisirs éducatifs et les espaces collectifs d'accueil, capables de développer et d'accompagner, sous des formes contractuelles ou conviviales, des initiatives variées pérennes ou occasionnelles.

## INVESTIR DANS LA FORMATION DES ACTEURS ÉDUCATIFS

88 Proposer pour les différents métiers de l'éducation un tronc commun qui facilite l'évolution de l'emploi et sa durabilité, la multi-activités et la mobilité professionnelle.

89 Valoriser, dans la formation des professionnels de l'éducation, le questionnement et l'analyse sur l'attention à porter aux enfants et aux adolescents, sur les enjeux éducatifs actuels, sur l'évolution des cadres éducatifs et la mobilisation de l'ensemble des acteurs éducatifs, bénévoles et salariés.

90 Encourager les formations partagées, pluri-acteurs et transdisciplinaires, pour apprendre le savoir coopérer, l'échange de pratiques et l'expérience collective ; susciter les formations internationales et les échanges internationaux de professionnels et de bénévoles.

91 Développer des propositions de formation et des parcours pour tous : bénévoles, volontaires, professionnels.

92 Soutenir et développer les moyens mis au service de la formation des acteurs associatifs et des dirigeants bénévoles.

93 Positionner la formation à l'animation volontaire comme un processus d'implication des jeunes dans l'action éducative qui contribue à leur émancipation et à leur intégration sociale.

94 Définir et mettre en œuvre des plans de formation adaptés aux besoins des intervenants locaux et aux évolutions éducatives et sociales.

95 Promouvoir et amplifier les formations professionnelles continues.

## CRÉER LES CONDITIONS DE L'ENGAGEMENT DES JEUNES ET AGIR POUR SA RECONNAISSANCE ET SA VALORISATION

96 Sensibiliser les adolescents et les jeunes à l'engagement éducatif, dans les collèges, les centres de formation des apprentis, les lycées et à l'université.

97 Faire de tous les espaces éducatifs, et notamment des centres de loisirs éducatifs, des espaces d'engagement plus affirmés.

98 Contribuer à construire et accompagner des parcours d'engagement pour les jeunes et les valoriser.

99 Inscrire dans les formations à destination des bénévoles, volontaires et professionnels, des modules sur le sens de l'engagement.

100 Valoriser l'apport de l'animation volontaire dans l'apprentissage de la responsabilisation, la construction personnelle, l'engagement citoyen et l'insertion sociale.

# connaître
# les francas

La Fédération nationale des Francas propose des solutions innovantes dans le domaine de l'éducation et conduit une importante mobilisation collective sur les enjeux de l'éducation depuis sa création en 1944.

## LES FRANCAS SONT RECONNUS COMME :

- un éducateur de proximité au service de l'enfance
- un organisateur de loisirs collectifs éducatifs
- un lieu de socialisation pour tous, entre l'école et la famille
- un cadre de formation au vivre ensemble et à la responsabilité
- un mouvement associatif citoyen, force de propositions
- un partenaire innovant des pouvoirs publics, État et collectivités territoriales

## UNE FÉDÉRATION D'ÉDUCATION POPULAIRE

**Les Francas, fédération nationale laïque de structures et d'activités, ont une vocation indissociablement éducative, sociale et culturelle.** Les Francas agissent pour l'accès de tous les enfants et de tous les adolescents à des loisirs de qualité, avec pour objectif de les faire accéder à une citoyenneté active. Ils sont rassemblés autour de valeurs « humanisme, liberté, égalité, solidarité, laïcité, paix » qu'ils mettent en vie chaque jour dans leur action éducative. Reconnue d'utilité publique, agréée association de jeunesse et d'éducation populaire, agréée association éducative complémentaire de l'enseignement public, la Fédération nationale des Francas agit, dans le cadre de la refondation de l'école de la République, pour construire la globalité de l'éducation.

## UN MOUVEMENT D'ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

**Depuis 1944, les Francas rassemblent des hommes et des femmes préoccupés d'émancipation pour les enfants et les adolescents, défricheurs de nouveaux champs d'activités et souvent précurseurs.** Nombre de concepts nés de la réflexion et de l'action des Francas ont été développés depuis par les pouvoirs publics : patronages laïcs, activités périscolaires, centres aérés, CLAE puis centres de loisirs, projets éducatifs locaux, citoyenneté des mineurs...

## UNE PRÉSENCE ÉDUCATIVE SUR LES TERRITOIRES

**Les Francas agissent au local** dans les domaines suivants : **conseil, accompagnement et évaluation** des dynamiques et des politiques éducatives locales, des projets éducatifs de territoire (PEdT), **amélioration qualitative** des projets et des activités d'éducation dans le temps libre et les différents espaces éducatifs, développement des **centres de loisirs éducatifs** péri et extrascolaires, **productions pédagogiques, soutien** à la vie et à l'initiative associatives, **formation** et **qualification** des acteurs éducatifs (animateurs occasionnels et professionnels, élus locaux, responsables

associatifs, responsables de collectivités territoriales, enseignants ), **gestion directe** de structures et d'activités socioéducatives locales, organisation de rencontres et de débats...

## UN FOISONNEMENT DE PRATIQUES ÉDUCATIVES EN RÉPONSE AUX ENJEUX SOCIÉTAUX

Les organisateurs locaux d'activités éducatives de loisirs d'enfants et d'adolescents et les associations départementales des Francas mettent en œuvre des activités diversifiées : activités d'éducation à la nature, à l'environnement et au développement durable (concept de **centres A'ERE**) ; éducation aux médias (blog **Exprime toile**, **radios Francas**) ; citoyenneté (**concours d'affiches Agis pour tes droits**, **philo avec les enfants**) ; ATEC (Associations temporaires d'enfants citoyens) ; activités physiques et sportives ; activités culturelles et artistiques (notamment **arts visuels**, patrimoine - **Portes du Temps**) ; activités de découverte scientifiques, techniques et industrielles (**Cyber r@llye scientifique**, **microfusées**, astronomie - **Petite Ourse**) ; actions d'éducation à la solidarité internationale ; projets internationaux ; initiatives interculturelles ; projets européens ; éducation à l'Europe ; éducation à la consommation ; éducation à la santé ; organisation de bases d'activités, de mini-séjours, de camps et de centres de vacances...

## UN PARTENAIRE INNOVANT DES POUVOIRS PUBLICS

Seuls ou au sein de collectifs éducatifs, les Francas, dans une logique de partenariat avec l'État et les collectivités territoriales, contribuent à construire des réponses innovantes aux enjeux éducatifs actuels.

© Les Francas, N. Astruc

### chiffres clés

**50 000** bénévoles
**81** associations départementales et territoriales
**20** unions régionales
**1 200** organisateurs adhérents
**1,2 million** d'enfants et d'adolescents accueillis chaque année
**5 000** centres d'activités affiliés
**4 600** professionnels de l'animation (animateurs, directeurs, coordinateurs) et **11 000** animateurs volontaires (BAFA et BAFD) formés par an

**www.francas.asso.fr**
**Les Francas**
**@FrancasFede**

les francas

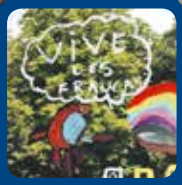
L'éducation en mouvement !

**Fédération nationale des Francas**

Fédération nationale laïque de structures et d'activités éducatives, sociales et culturelles
Reconnue d'utilité publique
Agréée par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
comme association complémentaire de l'enseignement public
Agréée par le ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
comme association de jeunesse et d'éducation populaire.

Directeur de la publication : Didier Jacquemain
Coordination de l'écriture : Irène Pequerul et Sylvie Rab
Animatrice de la rédaction : Sylvie Rab
Réalisation : Chromatiques éditions – www.chromatiques.fr
Photos couverture : © Les Francas, © X. Renoux, © N. Astruc, © Les Francas de Meurthe-et-Moselle, © Les Francas de l'Isère, © Les Francas de la Guadeloupe
Impression : Corlet

© AFA



**Fédération nationale des Francas**

10-14, rue Tolain
75980 Paris Cedex 20
Tél. : 01 44 64 21 00
Fax : 01 44 61 21 21

www.francas.asso.fr
Les Francas
@FrancasFede

les francas
L'éducation en mouvement !